



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique fiscale

Question écrite n° 3362

Texte de la question

M. Bernard Depierre appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la double inégalité générée par le régime fiscal applicable aux cotisations des personnes salariées souscrivant à une complémentaire santé. Inégalité sociale d'abord, dans la mesure où, l'assurance maladie obligatoire ne remboursant plus en moyenne que 53 % des soins de ville, la souscription à une complémentaire santé détermine véritablement l'égal accès de tous aux soins. Or, selon une étude du CREDES publiée en décembre 2001, de 7 % à 8 % de nos concitoyens n'ont toujours pas souscrit à une complémentaire santé. Inégalité fiscale ensuite, puisqu'une moitié seulement des Français - salariés ayant souscrit à une mutuelle santé dans le cadre d'un contrat collectif obligatoire et travailleurs indépendants dans le cadre de la loi Madelin de 1994 - peut déduire du revenu imposable le montant de la cotisation versée à leur mutuelle. Par ailleurs, les personnes dont le revenu mensuel est légèrement supérieur au seuil au-delà duquel l'accès à la CMU n'est plus possible ne peuvent, faute de moyens suffisants, adhérer à une mutuelle santé. Face à cette situation, la Mutualité française propose, pour les personnes adhérant à une complémentaire santé solidaire et viagère, un dispositif fiscal, soit sous la forme du versement d'une prime pour les personnes non imposables - crédit d'impôt -, soit sous celle d'une diminution d'impôt. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position sur ce sujet.

Texte de la réponse

La déduction du revenu imposable des cotisations de prévoyance complémentaire n'est admise que sous certaines conditions et dans certaines limites : ces cotisations doivent être versées dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle et au titre d'un contrat d'assurance de groupe s'il s'agit de travailleurs non salariés, ou revêtir un caractère obligatoire en vertu d'un accord collectif ou d'une décision unilatérale de l'employeur s'il s'agit des salariés. En effet, l'adhésion à un régime de prévoyance complémentaire a alors pour objet essentiel de garantir aux intéressés, en cas de maladie ou d'invalidité conduisant à l'interruption de l'activité professionnelle, le versement pendant la période correspondante d'un revenu de remplacement en complément des prestations en espèces servies par les régimes de base de sécurité sociale. En contrepartie, ces prestations complémentaires sont soumises à l'impôt sur le revenu. Les cotisations versées auprès d'un organisme de prévoyance complémentaire dans le cadre d'une adhésion individuelle et facultative constituent, pour leur part, un emploi du revenu d'ordre personnel, consenti librement par le contribuable afin, le plus souvent, de compléter en cas de maladie les prestations en nature servies par la sécurité sociale. Ces versements n'ouvrent donc droit à aucun avantage fiscal mais, en contrepartie, les prestations servies, le cas échéant, par les organismes de prévoyance complémentaire sous forme de rentes ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu. Cela dit, la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU) permet, depuis le 1er janvier 2000, à l'ensemble de la population qui en est encore exclue de bénéficier des prestations en nature d'un régime de base d'assurance maladie et maternité (CMU de base) et offre aux personnes disposant des ressources les plus faibles une couverture complémentaire gratuite en matière de santé assortie d'une dispense d'avance de frais (CMU complémentaire). La CMU représente un effort budgétaire important en faveur de

l'accès aux soins des personnes les plus démunies, complété par la mise en place d'une aide à la souscription de contrats de couverture complémentaire maladie (« aide à la mutualisation ») au bénéfice des personnes dont les ressources sont de peu supérieures au plafond de ressources de la CMU complémentaire. Cela étant, afin de conforter davantage encore l'égal accès de tous aux soins médicaux, le Premier ministre a annoncé dans le cadre de sa déclaration de politique générale du 3 juillet 2002 la mise en place d'une aide permettant aux personnes qui en sont démunies de bénéficier d'un régime de protection complémentaire au titre du risque maladie. La forme de cette aide fait actuellement l'objet d'une étude par les services concernés et aucune piste n'est à ce stade écartée.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Depierre](#)

Circonscription : Côte-d'Or (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3362

Rubrique : Impôt sur le revenu

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 septembre 2002, page 3211

Réponse publiée le : 21 octobre 2002, page 3725